

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## La marée noire VENT DE REVOLTE EN BRETAGNE

Le premier ministre Barre s'est rendu samedi 18 mars sur les lieux où la marée noire pollue la côte bretonne. Barre a été pris à parti, hué, et chahuté par les personnes présentes (plusieurs centaines) alors qu'il était à la mairie de Landada près de Port-sall. Ce n'est que sous

(Suite page 7)

### Editorial

## L'avenir est ailleurs

Des millions de travailleurs exploités, opprimés et réprimés sans cesse par la grande bourgeoisie et son État ont ressenti dimanche soir une grande déception en apprenant que la droite conservait tous les pouvoirs.

S'appuyant sur la poussée des partis dits de gauche aux élections cantonales et municipales, ils pensaient que, tout au moins, certaines choses allaient pouvoir changer. Un certain nombre pensait même qu'il allait enfin être mis un terme à cette politique rétrograde.

Ce n'était pas notre avis. Dès la signature du « Programme commun » en 1972, nous avons expliqué son contenu bourgeois, démontré qu'il s'agissait d'une stratégie vouée à l'échec. Les illusions entretenues par les dirigeants de la « gauche » sont aujourd'hui ramenées à une plus juste réalité : l'impasse d'une politique. Nous comprenons la déception des travailleurs qui ont mis leur espoir en elle, mais nous les appelons à surmonter leur découragement.

Les dirigeants des partis de gauche sont avant tout guidés par l'appétit du pouvoir et non par la volonté de donner aux travailleurs les orientations et les moyens qui permettront d'en finir avec ce système.

En juin 1977, à Gémenos (Bouches-du-Rhône), le camarade Jacques Jurquet mettait en garde contre toute illusion soulignant qu'il n'était pas sûr que la droite ne l'emporte pas.

Nous n'avons trompé personne, nous avons toujours dit la vérité. Au cours de ces élections, nous n'allions évidemment pas faire le contraire de ce que nous avons dit pendant plus de cinq ans. Au contraire, les dirigeants trotskistes (Krivine, Laguillier et consorts) se sont mis à la remorque des dirigeants révisionnistes et réformistes, ils ont contribué à entretenir les illusions.

Nous sommes restés conséquents jusqu'au bout (Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche), car une voie existe : celle de la lutte de classe. C'est précisément cette voie qui est redoutée et combattue tant par la bourgeoisie au pouvoir que par celle qui prétendait prendre sa place. C'est la bourgeoisie en place qui organise la répression contre les travailleurs en lutte ; ce sont les dirigeants des partis bourgeois « de gauche » qui bradent les luttes ou les dévient dans l'impasse électorale, selon la situation.

Quand nous disons qu'il n'y a pas de passage pacifique au socialisme, que l'on ne peut rien obtenir sans lutte, cela ne veut nullement dire que nous sommes aventuristes ou « gauchistes », que la révolution est pour maintenant. Nous avons conscience qu'elle se prépare patiemment, que cela prendra du temps.

Les élections ne font qu'entretenir la division de la classe ouvrière, alors que le véritable terrain est celui des luttes, c'est là que l'unité se bâtit. La priorité des priorités est que la classe ouvrière soit unie, sur la base de ses intérêts de classe.

Des millions de simples travailleurs veulent que ça change. Nous aussi. Pour avancer vers de réels changements, il est nécessaire qu'en tout premier lieu la classe ouvrière rejette ceux qui l'ont toujours conduit à l'impasse et à l'échec, qu'elle s'organise (ainsi que les autres couches populaires) indépendamment des partis bourgeois, qu'elle édifie son propre parti : le parti marxiste-léniniste, qui est son arme principale. Il est nécessaire que dans les syndicats, elle s'oppose à l'inféodation de ceux-ci à un quelconque parti bourgeois.

(Suite page 5)

## Stratégie de l'Union de la gauche

# LA FAILLITE

- La droite reste
- A gauche... l'impasse

VOIR NOS ARTICLES PAGES 3, 4, ET 5

Analyse des chiffres  
Les reports de voix  
Lettre ouverte aux écologistes  
qui se sont désistés pour  
la gauche

- Liban

## Poursuite de l'agression israélienne

Alors que les sionistes israéliens, malgré une résistance acharnée des Feddayins palestiniens, continuent à remonter vers Beyrouth et pilonnent depuis deux jours la ville de Tyr et les camps de réfugiés proches, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, sur proposition américaine, l'envoi d'une force de 4 000 Casques bleus à la frontière du Sud-Liban. La résolution, que la Chine a refusée de signer, prévoit que les Israéliens, qui doivent se retirer dans les plus brefs délais, seront remplacés par des Casques bleus.

L'envoi de cette force,

à laquelle la France a proposé de s'associer, si elle a comme conséquence de stopper pour l'instant l'avancée sioniste et les massacres de populations aux quels se livre l'armée israélienne, en larguant notamment des bombes à fragmentation sur les camps de réfugiés, ne peut en aucun cas constituer une solution satisfaisante tant du point de vue du Liban que des intérêts légitimes du peuple palestinien.

En agressant le Sud-Liban, en occupant une « ceinture de sécurité » de 10 km de large, maintenant

bien dépassée, le but avoué des Israéliens était de « nettoyer le Sud-Liban de la présence palestinienne ». Or, d'après le rapport de l'ONU, le rôle de la force d'intervention sera de « superviser le cessez-le-feu entre les parties, d'assurer le caractère démilitarisé de cette zone d'opérations, de contrôler tout mouvement en vue d'entrer dans cette zone et d'en sortir, d'interdire l'entrée des personnes armées non autorisées dans la zone et d'y patrouiller ».

En premier lieu, cela constitue une limitation inadmissible de la souverai-

neté de l'État libanais sur son propre territoire ; il s'agit d'autre part de faire assumer par l'ONU le rôle que s'était fixé Israël : empêcher la présence des combattants palestiniens au Sud-Liban. C'est l'unité seule des pays arabes qui permettra de stopper réellement l'agression sioniste.

« Personne ne peut s'attendre à ce que nous donnions notre aval à une telle décision tant que notre peuple demeurera dispersé et nos droits spoliés » a déclaré dimanche soir Abour Mayzar, porte-parole de l'OLP.

# Lettre de Phnom Penh

## Au journal «l'Humanité rouge»

Chers amis,

Nous exprimons nos profonds remerciements au journal «l'Humanité rouge» qui a bien voulu témoigner de sa sympathie et apporter son aide et soutien à la juste lutte du peuple et de l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa contre les actes d'agression, d'expansion et d'annexion perpétrés par la « République socialiste du Vietnam ». Ceci constitue un puissant encouragement accordé à notre peuple et à notre Armée révolutionnaire du Kampuchéa dans nos tâches de la défense du Kampuchéa démocratique, du pouvoir du peuple ouvrier et paysan collectiviste et des acquis de la révolution, de la continuation de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme...

A propos des problèmes de négociations, de frontière et de détente pour mettre un terme à l'effusion de sang, le Kampuchéa a fait à maintes reprises des propositions concrètes, correctes et justes, en faisant preuve de patience et en s'efforçant de préserver la solidarité avec le Vietnam. En 1975, les plus hauts dirigeants du Parti communiste du Kampuchéa ont conduit personnellement et spécialement une délégation à Hanoi en vue de trouver une solution aux problèmes de frontière Kampuchéa-Vietnam.

En 1976, le Kampuchéa a invité une délégation vietnamienne à venir négocier à Phnom Penh. Le 18 juin 1977, face à une situation de plus en plus tendue créée par le Vietnam aux frontières, le Comité central du Parti communiste du Kampuchéa a répondu au Comité central du Parti communiste du Vietnam par des propositions concrètes pour détendre l'atmosphère afin de créer des conditions favorables aux pourparlers, etc. Le Vietnam n'en a fait aucun cas. Au contraire, il a



L'armée populaire veille aux frontières du pays.

multiplié ses provocations, ses agressions et ses menaces à l'encontre du Kampuchéa...

En réalité, le conflit qui oppose le Kampuchéa au Vietnam n'est ni une simple question de frontière ni une dispute pour un ou deux morceaux de terre. Ce conflit trouve son origine dans l'ambition expansionniste sur toute l'Indochine et sur l'Asie du Sud-Est à laquelle le Vietnam refuse obstinément de renoncer.

Comme il s'agit d'un problème né de l'agression vietnamienne, il ne pourrait être résolu que si le Vietnam cesse cette agression même. Le Vietnam doit effectivement cesser ses attaques de sondage, ses mitraillages, ses pilonnages, ses activités de subversion et d'espionnage, cesser de masser ses troupes le long de la frontière pour encercler le Kampuchéa de tous les côtés, et renoncer à ses visées de « Fédération indo-chinoise » et de « Un seul

parti et un seul peuple » au sein de cette « Fédération ».

Si le Vietnam se conduit de cette façon, il n'y aura plus de différend entre le Kampuchéa et le Vietnam et l'amitié entre les deux pays naîtra, se renforcera et se développera. Le Kampuchéa ne demande que la sincérité. C'est là la profonde aspiration du Parti, du gouvernement et du peuple du Kampuchéa. Notre pays est petit, nous n'avons aucun intérêt à provoquer qui que ce soit. Nous n'aspérons qu'à vivre en paix, dans l'honneur et la dignité, dans un Kampuchéa indépendant, souverain, dans son intégrité territoriale.

Même à l'heure actuelle, nous nous en tenons fermement à notre position consistant à résoudre pacifiquement le problème, telle qu'elle est stipulée dans notre constitution et définie dans la Déclaration de notre gouvernement en date du 31 décembre 1977 et

dans les divers documents officiels. Mais dans l'état actuel des choses, où le Vietnam poursuit ses actes d'agression et d'invasion, il est de notre devoir de relever constamment notre vigilance révolutionnaire, de sauvegarder et de défendre résolument notre indépendance, notre souveraineté, notre intégrité territoriale et les acquis de notre révolution. Ce n'est pas pour être inféodés à une autre puissance ou à un autre pays étranger que notre parti, notre peuple et notre Armée révolutionnaire du Kampuchéa ont consenti des sacrifices aussi immenses pour se libérer du joug des impérialistes américains.

La lutte actuelle du peuple du Kampuchéa est non seulement conforme aux propres intérêts de notre nation et de notre peuple, mais aussi aux intérêts des peuples et de la révolution en Asie du Sud-Est et dans le monde. La vérité et la justice sont du côté du peuple et de l'Armée révo-

lutionnaire du Kampuchéa. La cause de notre peuple et de notre Armée révolutionnaire du Kampuchéa triomphera à coup sûr.

Nous espérons que vous voudrez bien faire connaître et comprendre encore mieux au peuple français la position ci-dessus exposée du Kampuchéa démocratique, en lui assurant une diffusion aussi large que possible, contribuant ainsi à renforcer et à développer toujours davantage l'amitié et la solidarité entre nos deux peuples.

Nous vous souhaitons tous, chers amis, une bonne santé et de nouvelles grandes victoires dans vos nobles tâches.

Nous vous prions d'accepter nos plus chaleureux sentiments amicaux.

Phnom Penh,  
le 4 mars 1978

Département de la  
Presse et de l'Information  
du Ministère des Affaires  
Étrangères du  
Kampuchéa Démocratique

• Allemagne  
de l'Est

## Des écarts de salaire énormes

Selon les statistiques officielles de la RDA, le revenu moyen par famille se situe autour de 800 DM par mois\*. Mais les écarts entre hauts et bas salaires sont énormes.

Officiellement, le salaire minimum est inférieur à 500 DM. Mais les retraités, eux, n'ont que 250 DM environ, à tel point que beaucoup sont obligés de continuer à travailler pour pouvoir survivre. Certains aussi vont se réfugier à l'Ouest, où ils touchent un tout petit peu plus - et le gouvernement est bien content de se débarrasser de ces vieux travailleurs qui ne produisent plus.

Pour les ouvriers, il y a tout un système de primes, qui peuvent permettre de doubler ou de tripler le salaire - si l'on veut bien se crever pour accomplir le plan dicté par les nouveaux bourgeois. Mais les plus grosses primes pour l'accomplissement du plan, ce sont les bonzes et les patrons d'État qui les touchent.

Par ce système, les autorités veulent inciter leurs sbires dans les entreprises à faire travailler les ouvriers au maximum, elles suscitent la concurrence entre les ouvriers et les divisent.

À l'autre bout de l'échelle des salaires, il y a tous les gros bonnets de la nouvelle bourgeoisie. Le PDG d'une grande entreprise se fait plus de 6 500 DM par mois - sans compter tous les petits à-côtés, voiture avec chauffeur payée par l'entreprise, gueuletons payés par l'entreprise, résidences secondaires, etc.

Quant au plus gros bonnet, les membres du Bureau politique, les dirigeants de l'État, ils n'ont pas de salaire : ils ont des comptes en banque en blanc - et peuvent puiser dedans autant qu'ils le désirent. Avec les deniers de l'État, ils se font acheter des médicaments, des vêtements, des meubles à l'Ouest - toutes choses absolument inaccessibles aux simples gens. Mais après tout, pourquoi se gêneraient-ils, puisque l'État leur appartient, à eux, les nouveaux bourgeois d'État ?

\*Au cours officiel, 1 DM vaut 2,35 F.

## VIENT DE PARAÎTRE

### Histoire de la Chine moderne

Guerre de l'opium, révolution des Taiping, agression anglo-française, mouvement des boxers, révolution de 1911, autant de jalons qui marquent la montée de la lutte du peuple chinois contre la domination étrangère.

Une période capitale dans laquelle se prépare le grand mouvement révolutionnaire qui mènera à la Libération de 1949.

Un livre unique pour qui veut connaître l'histoire du peuple chinois. Un livre capital pour comprendre la situation de la Chine à la veille des luttes dirigées par le Parti communiste chinois.

En vente aux librairies « Les Herbes sauvages »  
70, rue de Belleville - Paris 20e  
« La Force du livre » - 33 rue René Leynaud - 69001 Lyon  
Par correspondance aux « Éditions du Centenaire »  
24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

624 pages - 42 F, plus 3 F de port

## • Corée

Il y a maintenant une semaine, le gouvernement fantoche de la Corée du Sud organisait une cérémonie « de la fête du travail » à laquelle participait le Premier ministre. Chaque année, le gouvernement organise ce type de fête pour empêcher les ouvriers de célébrer le Premier Mai, journée internationale des travailleurs.

Cette année, le gouvernement avait organisé un rassemblement de 8 000 personnes avec la participation des chefs de file de la fédération de travailleurs, organisation qui est à la solde du gouvernement.

Peu après que le président de cette fédération soit monté à la tribune, des centaines d'ouvriers du textile ont crié des mots d'ordre, dénonçant les dirigeants qui agissent en collusion avec le gouvernement, qui détruisent et étouffent les mouvements ouvriers, le rassemblement a dû être dissous. La police a arrêté bon nombre d'ouvriers.

Cet acte courageux des ouvriers qui se servent de cette pseudo-fête pour faire connaître les conditions de travail et de vie qu'ils connaissent, montre la montée de la colère chez les masses populaires contre l'exploitation et l'oppression dont ils sont victimes et montre aussi leur détermination à renverser la

domination fasciste, de lutter pour leurs droits d'existence et les libertés démocratiques.

## • Cuba

Peu après que Cuba ait reconnu avoir envoyé des troupes en Ogaden, Castro a déclaré sans gêne : « Nous sommes de sincères partisans de la paix entre les deux pays ». C'est, sans doute au nom de cet amour de la paix que Cuba a envoyé 12 000 mercenaires combattre contre le front de libération de la Somalie occidentale. C'est sans doute au nom de la paix que Cuba se permet de s'ingérer dans les affaires des peuples africains.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Lettre ouverte aux candidats

### écologistes qui ont appelé

### à voter à gauche au second tour

# Prenons date !

Dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, vous avez appelé explicitement à voter pour Sarre ou Chambaz, candidats de gauche au second tour.

Dans d'autres circonscriptions de Paris, vous avez mis en avant les positions du PS ou n'avez condamné que celles de la droite. Personne ne s'y est trompé : c'était un appel à voter à gauche.

Pour la plupart vous êtes membres des « Amis de la Terre », organisation signataire du protocole « Écologie 78 », qui a regroupé le temps des élections tous les groupes et candidats écologistes.

parole des « Amis de la terre » de Paris, Brice Lalonde, tenait une conférence de presse au beau milieu des deux tours et mettait en avant les positions du PS en matière d'écologie et même les positions d'un parti membre de la coalition giscardienne, le CDS.

Ces prises de positions sont graves. Vous avez fait un choix qui a eu son poids, car il est évident que des électeurs écologistes vous ont suivis, vous ont fait confiance.

#### VOUS VOUS ETES DÉSOLIDARISÉS

Tout d'abord, en développant de telles positions vous vous êtes, en tant que candidats, désolidarisés de l'ensemble des candidats écologistes. Nous nous permettons de vous le dire, car nous avons, là où il n'y avait pas de candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, soutenu les candidats écologistes sur la base de ce protocole que vous avez signé et qui déclarait :

« Nous nous engageons à ne rien faire entre les deux tours qui puisse sous une forme ou sous une autre, favoriser les partis politiques ou leurs candidats ».

Or, il est clair que les po-

sitions que vous avez prises en faveur du PS (et même du CDS !) vont directement à l'encontre de l'accord que vous aviez passé en adhérant à « Écologie 78 ».

De tels revirements ne sont pas très honorables. En pleine période électorale, nous étions plutôt habitués à les voir dans le camp des politiciens de droite ou de gauche.

Comme l'ont déclaré Philippe Lebreton et Jean-Claude Delarue au nom d'Écologie 78, « Un tel comportement ramène M. Brice Lalonde au niveau des politiciens qu'il dénonçait hier, lorsqu'il était écologiste ».

#### NOUS CONNAISSONS LA GAUCHE

Le principal argument que vous avez développé pour appeler à voter à gauche, est le suivant : « On

ne peut pas la critiquer (la droite) dans tous les domaines pendant cinq ans et se taire au moment des élections ». C'est ce que nous a dit Brice Lalonde au cours de sa conférence de presse.

C'est absolument vrai. Il fallait continuer à ce second tour à combattre la droite. Mais pourquoi favoriser la gauche ?

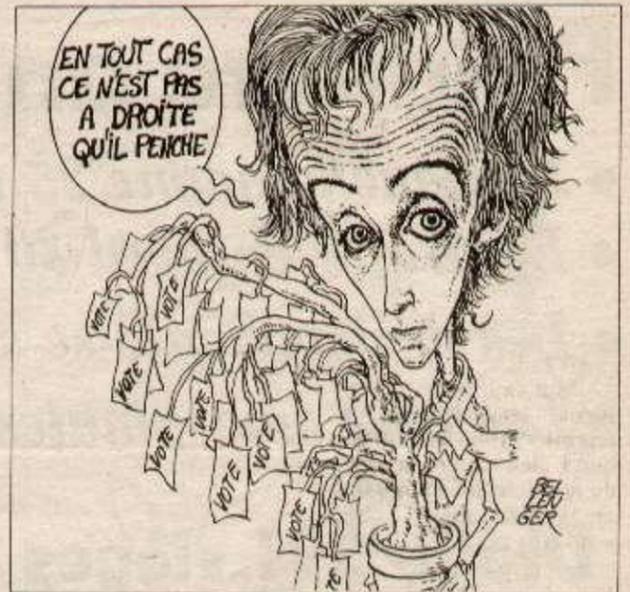
Pourquoi ne pas rappeler que contre la gauche aussi de nombreux écologistes ont dû se battre pendant les cinq années de cette législature ?

Des militants écologistes connus pour leur participation active aux luttes sont venus le rappeler à Brice Lalonde au cours de sa conférence de presse, publiquement. Il n'a pas répondu.

Au sortir de cette fameuse conférence de presse de jeudi dernier, nous avons discuté avec un des porte-parole écologistes du 14<sup>e</sup> arrondissement. Il nous disait :

« Mais il ne peut y avoir de confusion ! Nous avons dénoncé la gauche aussi. Avant le premier tour, nous avons même distribué un tract intitulé « A droite et à gauche, un programme commun : le nucléaire ».

Mais si, il y a confusion. Car entre les deux tours, ce même militant distribuait un tract qui commençait par ces mots : « Nous ne savons pas ce qu'aurait fait la gauche, mais nous savons ce qu'a fait M. de la Malène » (candidat RPR).



Brice Lalonde choisit la gauche dessin « Matin de Paris »

Pourquoi tout à coup ne frapper plus qu'une cible ? Car nous savons ce qu'a fait la gauche là où elle a le pouvoir, dans les municipalités par exemple. Nous connaissons son programme d'urbanisme, son soutien aussi aux centrales nucléaires dans tel ou tel canton...

Alors, ni nous le savons, pourquoi ne pas le dire ? De deux choses l'une : où les candidats écologistes qui ont appelé à se désister à gauche au second tour sont ce que l'on appelle des sous-marins, des militants du PS qui ont attendu ce jeudi entre les deux tours pour mettre leur poids dans le plateau gauche de la balance, avec Brice Lalonde ;

ou ce sont des militants qui ont reculé au dernier moment, devant les pressions énormes dont ils furent l'objet, trompés par les promesses de Mitterrand et

ne voulant pas « faire le jeu de la droite ».

#### A VOUS MAINTENANT...

L'avenir le dira. A vous maintenant, militants et électeurs écologistes qui avez pris la responsabilité de voter à gauche au second tour, ici ou là, de bien ouvrir les yeux : nous en faisons le pari sans aucun risque, vous serez amenés à voir peu à peu que les élus de gauche, où qu'ils soient et quel que soit leur parti, ne sont pas guidés dans leur politique par les intérêts supérieurs de l'humanité, mais bien par cette course au profit et à la rentabilité qui fait tourner ce système que tous nous rejetons.

Nous en prenons date, ce choix « Ni gauche ni droite » que vous n'avez pas fait aujourd'hui, vous serez appelés à le faire demain.

## La mort de Duprat

### A qui profite le crime ?

François Duprat, membre du Bureau politique du Front national, est mort samedi 18 mars 1978. La voiture dans laquelle il était a explosé. François Duprat était considéré comme l'une des « têtes pensantes » de l'extrême droite française. Il avait commencé sa carrière comme sympathisant du trotskisme puis avait vite rallié les tenants de l'Algérie française et revêtu les oripeaux du colonialisme.

Membre des mouvements « Occident » et « Ordre nouveau », il avait rallié le Front national.

François Duprat, dont il est dit officiellement qu'il était un « spécialiste » du gauchisme était très connu dans les milieux « parallèles » de la politique et de la police. Il préparait un livre sur les fonds électoraux et son éditeur Alain Moreau, déclare que Duprat avait travaillé pour l'une

des « éminences grises chargées de la répartition et de la manipulation des fonds électoraux ».

Alors, plusieurs questions se posent après sa disparition. Questions qui de toute façon, se ramènent quant au fond, à savoir à qui profite le crime. A-t-il été purement et simplement liquidé par des « milieux officiels » comme le disent les fascistes du Front national du Havre ? Et ce faisant, pourquoi ? En savait-il trop ? Son livre gênait-il trop certains hommes politiques ou organisations para-militaires qui financent les « grands partis » par des hold-up ou des coups douloureux ?

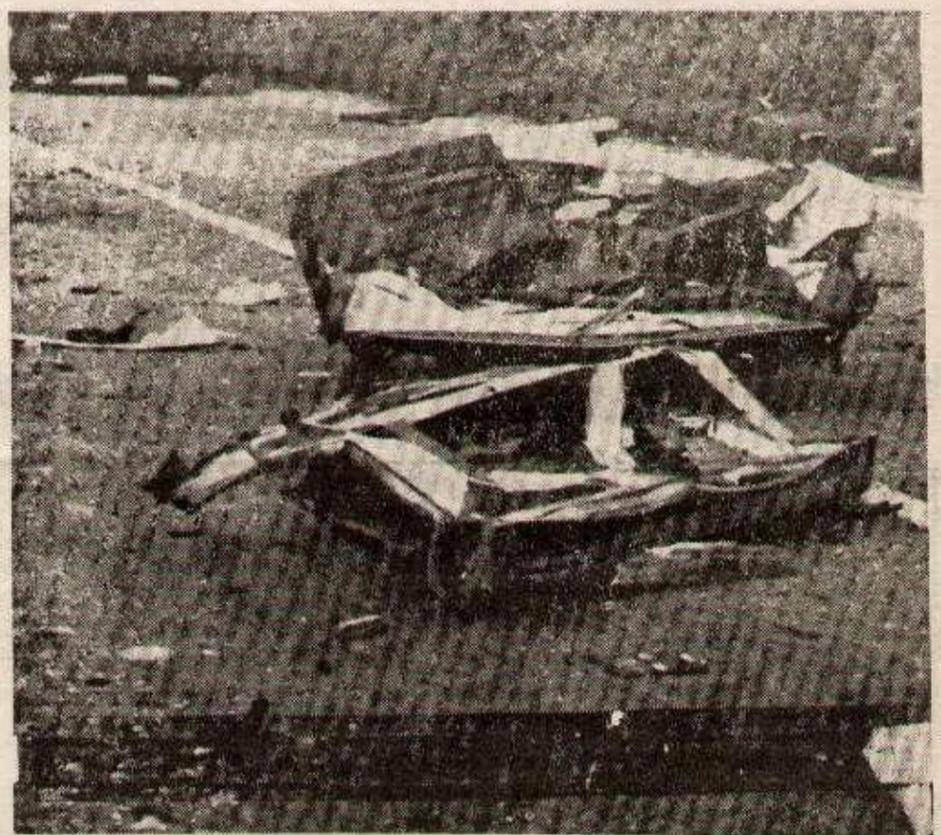
A-t-il été abattu par d'autres membres d'extrême-droite pour qui il a été suspect de collusion avec la police ou pour le moins bien renseigné ? C'est une

version retenue par la police et bien que Le Pen mette ça sur le compte des « gauchistes », il a pourtant déclaré : « Je ne puis me résigner à croire que les coups n'aient pu venir d'un autre bord que celui qu'il considérait comme ses seuls ennemis... » Ce qui semble bien signifier qu'il ne rejette pas l'hypothèse de la police d'une liquidation par d'autres fascistes.

L'engin employé, la précision de l'attentat (heure, lieu quasi-désert, etc.) indiquent clairement que ce ne peut être le fait de gens peu avertis.

Il fallait que ces gens s'y connaissent en explosifs et soient bien sûrs de leur coup. Aucun groupement n'a revendiqué l'attentat.

Cette « liquidation » ou ce meurtre viennent en tout cas à point nommé pour le Front national qui ne fait



Liquidé par l'extrême-droite ou par les milieux semi-officiels ?

pas la loi face au Parti des forces nouvelles. Il lui fournit un martyr. Il fournit aussi aux flics une occasion magnifique de renforcer leur appareil de répression. Il tombe à pic au moment où une crise politi-

que profonde va secouer le pays au sortir d'élections ou droite et gauche ne sortent pas grandies et où il apparait que gouverner pour Giscard sera bien difficile. Quant aux éventuelles représailles que pourraient en-

visager les fascistes face aux « gauchistes », il faut bien qu'ils sachent que pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne leur laisserons le terrain libre et que la mobilisation populaire saura répondre à toutes leurs provocations.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Première analyse des chiffres

- La gauche gagne 25 sièges
- La droite en perd 20
- Les désistements se sont mal faits à gauche
- Les voix « marginales » ne se sont pas reportées

Les chiffres de 1973 sont les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur. Ceux de 1978 sont les résultats complets annoncés lundi matin, mais non encore confirmés officiellement.

**Droite 291 sièges**  
**Gauche 200 sièges**

**Mauvais reports à gauche**

En 1973, la gauche obtenait 175 sièges. Elle en obtient aujourd'hui 200. En voici le découpage :

	1973	1978
PCF	72	86
PS	88	103
MRG	12	10
Div. gauche	3	1

En 1973, la droite obtenait 311 sièges. Elle en obtient aujourd'hui 291. En voici le découpage :

	1973	1978
GAULLISTES	184	148
GISCARDIENS	115	137
Divers	12	6

Le premier commentaire à faire, c'est bien sûr que la droite reste largement majoritaire en sièges. Elle est aussi majoritaire en voix : 50,6 % contre 49,3 % à la gauche.

Deuxièmement, le PS a largement progressé (15 sièges). Le PCF a gagné 14 sièges, soit quasiment autant que le PS. Les radicaux de gauche ont perdu deux sièges.

Troisièmement, le grand gagnant est la coalition giscardienne (22 sièges). Tandis que les gaullistes perdent 36 sièges. Le rééquilibrage à droite s'est effectué en faveur du groupe giscardien.

Il y a eu à gauche quelques bons reports de voix, notamment sur le PS. Mais ce sont les exceptions. C'est ce qui s'est passé dans le Calvados (1e circ.), en Haute-Garonne (2e circ.), en Moselle (1e circ.), dans les Pyrénées-Atlantiques (1e circ.), dans les Vosges (2e circ.).

En général, aussi les désistements ne se sont pas trop mal passés dans les départements du Nord et du Sud.

Mais le fait le plus significatif est le grand nombre de mauvais reports de voix surtout au détriment des candidats PCF, qui ont peu profité des désistements des radicaux de gauche et so-

cialistes. Ainsi, dans les Côtes-du-Nord (1e circ.), en Dordogne (1e circ.), en Indre (1e circ.), dans la Loire (1e circ.), les candidats du PCF auraient été élus avec les désistements de la gauche « non-communiste » et de l'extrême-gauche. Ce ne fut pas le cas.

Mauvais désistement aussi dans l'Eure (3e circ.) au détriment d'un candidat radical de gauche et dans la Gironde (9e circ.).

Citons enfin la 2e circonscription de la Loire, la 4e du Puy-de-Dôme (au détriment du PS), la 2e de Savoie (au détriment du PS aussi) et la 1e du Rhône au détriment du PCF.

## Les voix « marginales » ne se sont pas désistées

Le journal « Le Matin » citait 46 circonscriptions où la gauche pouvait l'emporter de justesse si les voix dites « marginales » s'étaient désistées au second tour.

Par voix « marginales » il faut entendre celles qui ne se situent ni à droite, ni à gauche ni à l'extrême-gauche trotskiste. C'est-à-dire les écologistes, les mouvements de femmes et de nombreux travailleurs qui refusent leurs voix aux politiciens des vieux partis bourgeois.

Or, sur 43 résultats que nous connaissons (sur les 46 choisis par « Le Matin »), seulement 6 ont été gagnés par la gauche : Val d'Oise (1e), Finistère (4e), Haute-Garonne (2e), Loire (5e),

Loire-Atlantique (2e) et Gironde (5e). Les 5 premières au bénéfice du PS, la 6e au bénéfice des radicaux de gauche, aucune au bénéfice du PCF.

Fait important, les voix « marginales » ne se sont pas reportées sur le candidat socialiste dans deux circonscriptions où elles pouvaient faire la balance et où les candidats écologistes avaient appelé à voter à gauche (contrairement à la décision nationale d'Écologie 78).

Il s'agit de la 9e circonscription (XIe arrondissement) où Georges Sarre, cadre du PS a été battu, et de la 16e (XIVe arrondissement) où Avicé (PS) perd devant le RPR de la Malène.

(voir à ce propos notre article page 3)

## Les grands battus

Pour le RPR : Mazeaud et Herzog, deux personnalités autour desquelles le RPR faisait une grande publicité. Le gaulliste, Sanguinetti

n'est pas élu non plus.

Pour l'UDF : le ministre raciste Stoléru est battu, Ponjapowski aussi.

Du côté du PS, plusieurs dirigeants ont été ou non élus ou non réélus : Sarre (chef du CERES), Estier (responsable de la presse), Jospin, Édith Cresson, Josselin, le Fol et Frêche (qui se voyait déjà ministre de l'Intérieur d'un gouvernement de gauche !).

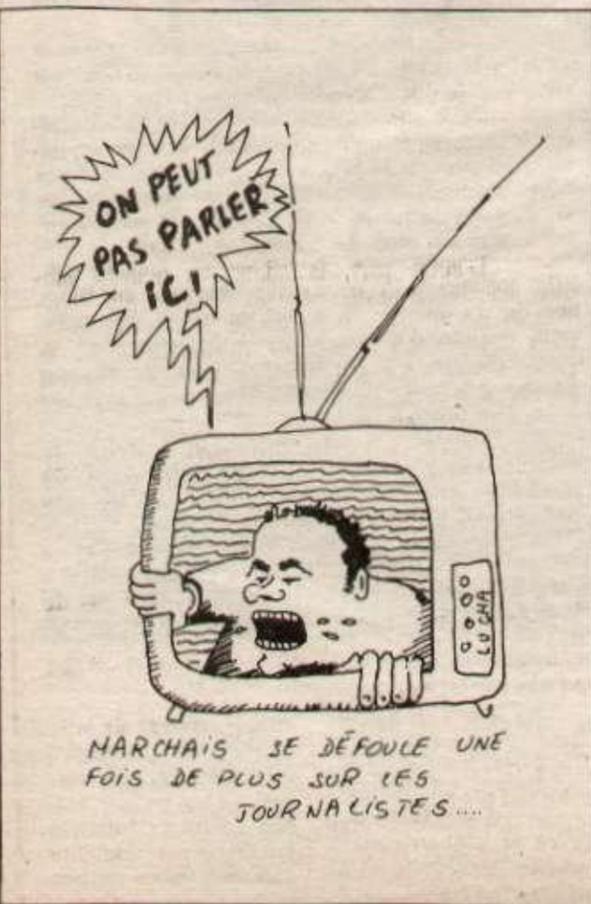
Du côté du PCF, la « surprise » est venue de la région parisienne : Fiszbin n'est pas réélu dans le 19e arrondissement. Baillot perd son siège dans le 18e, Chambaz perd le sien dans le 11e et Dalbera dans le 20e.

C'est un grave échec pour le PCF à Paris si l'on ajoute que Paul Laurent n'est élu

dans le 19e arrondissement qu'avec moins de 1 % de majorité (contre 3,5 % en 1973) et Lucien Villa dans le 20e arrondissement avec lui aussi moins de 1 % de majorité.

Jean-Jacques Servan-Schreiber n'a que 22 voix

Jean-Jacques Servan-Schreiber n'a que 22 voix de majorité (32 843 contre 32 821 au socialiste Tondon) et Yves Guéna (tête pensante de Chirac) n'a que 0,38 % de majorité dans la 1e circonscription de la Dordogne, à Périgueux, où pourtant les reports de voix à gauche se sont mal faits autour du candidat PCF, Gorse.



## Devant le siège de «L'Humanité»

Il pleut sur les grands boulevards, devant le siège anonyme de l'Humanité, quelques Parisiens s'arrêtent. L'amertume et la déception se lisent sur les visages de ces travailleurs, de ces jeunes, « Comment est-ce possible ? » « Qu'est-ce qu'on va faire ? » La seule réponse vient du service d'ordre PCF qui barre l'entrée : « Allez circulez, restez pas là ! ».. Pendant ce temps, au dernier étage, Marchais monologue pour la télé dans une salle de conférence déserte. « Il faut poursuivre la

politique d'Union de la gauche... »

En bas, près du camion de la télé, un petit groupe suit les commentaires sur les écrans, passe un bourgeois satisfait qui lance avec arrogance : « La gauche est largement minoritaire ! » « Salaud, tu vas voir un peu, ordure ! » mon voisin crie sa colère puis il ajoute « Je n'y comprends plus rien, moi je suis postier et tout ce que je sais, c'est que nous les postiers, à 100 % on n'en veut plus de ce putain de gouvernement... »

## LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

# La droite à visage découvert

Au sein de la majorité, on n'a pas craint de se contredire ouvertement au cours de cette campagne électorale. La main sur le cœur, ses grandes leaders allaient partout répétant que la gauche n'avait pas le privilège de la défense des intérêts des travailleurs, que les Français, tous les Français qui sont, comme chacun sait, intelligents et pleins de bon sens, sont fort satisfaits de la politique menée depuis 20 ans par la majorité en place et ne souhaitent rien d'autre que de la voir se perpétuer.

En même temps, on affirmait que seule la majorité au pouvoir pouvait assurer les changements nécessaires, indispensables, voulus par tous, qu'il fallait de bonnes et hardies réformes dans les domaines économique et social, que les salaires devaient être augmentés, les impôts diminués, les retraites et pen-

sions améliorées. Les discours de Giscard et Barre rivalisaient dans la noblesse des accents, les préoccupations sociales, le souci des plus défavorisés.

Ça, c'était bien entendu pour la galerie. Parce que nul aujourd'hui ne peut prétendre à une victoire électorale par une campagne s'affirmant de droite et au service de la défense des intérêts des monopoles capitalistes.

Mais, dans les rangs des supporters de cette même majorité, sur le terrain, les masques tombaient et la droite se révélait sous son véritable jour, dépouillée de ses fards.

Ainsi Dassault remplissait des pages entières de publicité payante en faveur des idées les plus ouvertement réactionnaires sur « les femmes aux doigts de fée, plus fragiles que les hommes ».

Sur les petits commerçants : « Un petit commer-

çant, c'est un brave homme qui se fait des économies en travaillant longtemps chez les autres ».

C'est dans « France-Soir » du 17 mars, une page entière de publicité de « Promotion et défense des actionnaires », association créée pour défendre la fonction d'actionnaire et favoriser le financement des entreprises. Sous le titre « Où passent les profits des entreprises? », elle présente ainsi la « répartition de la galette » : intérêts et emprunts : 10 %, achat de machines, constructions : 5 %, impôts : 3 %, 2 % aux actionnaires, 80 % aux salaires et charges sociales. La conclusion saute aux yeux en lettre énormes « Où sont donc les super-profits capitalistes?... Une hausse des salaires, c'est malheureusement : une folle montée des prix, ou la faillite des entreprises et le chômage. Le mépris et la spoliation

de l'épargne privée conduisent à l'inflation! ».

C'est aussi la profession de foi distribuée par Marcellin Arnal, candidat du Rassemblement des usagers des services publics et des contribuables (RUC) pour le quartier de la Goutte d'Or à Paris. Elle proclame : « La famille française est menacée de génocide ! Notre religion finira par succomber sous la poussée de l'Islam ! » et propose : « Salubrité publique : si les contribuables sont appelés à prendre le pouvoir, l'opération générale de dératisation qu'ils entreprendront... se prolongera sans répit jusqu'à ce que le dernier raton ait quitté les lieux ».

Justice : « Si vous êtes pour une dératisation massive ! Pour une justice plus musclée ! Pour l'extension de la peine de mort, votez RUC ! ».

Enseignement : « Fin de la gabegie et du désordre.



Actuellement, il y a autant d'enseignants que de non-enseignants. Une réduction de 25 % des services annexes s'impose. L'enseignement doit être dirigé vers l'acquisition d'un métier. Fin de la fabrication en série de baratiniers bons pour le chômage. La liberté doit être effectivement sauvegardée ».

En termes plus choisis, Guichard, commentant les

résultats à la télévision, ne vient-il pas de réclamer « un peu plus de liberté pour les Français qui entreprennent et un peu plus de responsabilités pour ceux qui gèrent ».

Grossièrement ou camouflés sous des flots de démagogie, les portes-paroles des monopoles ont tous tenu le même langage : sauvons nos profits et le système qui les garantit !

## A gauche... La faillite

Dimanche soir, du côté des états-majors du PCF, du PS et des MRG, l'heure était à la mine sombre et l'ambiance au règlement de comptes, comptes.

Marchais, Mitterrand et Fabre étaient pareils à ces dîneurs réunis au restaurant pour « discuter affaires », qui parviennent in-extremis, au moment du digestif, à un accord bancal parce que l'heure tourne et qui recomencent aussitôt leur dispute pour savoir qui va payer la note.

Fabre a réagi le premier en annonçant qu'il préparait sa valise, qu'il se « considérait aujourd'hui délié des engagements souscrits en 1972 ». Bel exemple des mœurs politiques bourgeoises : à peine élu, rien de plus normal que de renier aussitôt ce pour quoi on s'est fait élire !

Et Fabre n'est que le premier à avouer franchement ce que font tous les autres députés dans le système capitaliste. Une fois élus, ils agissent de toute façon comme bon leur semble pendant cinq ans, quels que soient leurs engagements ou promesses électorales.

Le système électoral bourgeois, c'est le mépris organisé de la masse des électeurs.

n'est pas la majorité qui a gagné, elle n'a aucun mérite, c'est l'Union de la gauche qui s'est fait battre » !

On se console comme on peut au PS !

Mitterrand, lui, a précisé : « L'histoire jugera comme il convient ceux qui en ont pris la responsabilité (de la désunion à partir du 22/09/77), n'hésitant pas à joindre leurs attaques violentes, incessantes, à celles de la droite contre le Parti socialiste ».

Ce qui n'a pas empêché Rocard et Chevènement, avec une belle assurance, de proclamer que le PS poursuivra la politique d'union avec le PCF pour établir un bon programme mobilisateur !

Voilà au moins une tactique qui a le mérite de n'être pas triste même si elle laisse beaucoup de gens sceptiques.

Marchais, lui, fidèle à son image de vedette télévisée, s'est livré à quelques exercices théâtraux qui lui sont familiers lors des débats pour distraire les spectateurs qui ont voté pour la gauche d'une réflexion amère et se tailler un petit succès d'estime à défaut d'un succès électoral. Quant à lui « des demain,

il s'emploiera à combattre, à rassembler et à unir pour créer les conditions du changement démocratique... » ; pas une allusion de sa part aux divisions de l'Union de la gauche, au contraire, comme si de rien n'était, il envisage de poursuivre dans la même voie.

Voilà, le rideau est tombé sur le dernier acte d'une mystification bourgeoise qui avait pour nom « Union de la gauche » et « Programme commun ». Certes, les illusions répandues ne tomberont pas si vite pour autant, mais pour tous les travailleurs le temps de la réflexion est venu.

Une fois de plus, les dirigeants réformistes et révisionnistes ont conduit des millions de travailleurs dans l'impasse, à la déception.

Le Programme commun, mort six mois avant les élections, est maintenant enterré, c'est une certitude.

L'Union de la gauche, alliance de sommet de politiciens impatients de gérer loyalement le capitalisme est morte, c'est aussi une certitude. Les mystificateurs auront beau faire et dire, ils ne parviendront pas de sitôt à rendre crédibles, aux yeux de millions de travailleurs y compris dans leurs propres organisations, leurs tractations politiciennes. Une page est tournée avec ces élections. L'échec spectaculaire va provoquer une recrudescence des tensions au sein du PS et pro-

bablement des divisions que n'éviteront pas les futurs tours de passe-passe de Mitterrand :

Que pourra faire Marchais ? Il n'a pas de solution de rechange, il l'a lui-même maintes fois déclaré. Une chose est certaine en tout cas, jamais les dirigeants du PCF ne reviendront à une politique prolétarienne, ils seront contraints de s'enfoncer encore dans la voie du reniement et de la trahison des principes communistes et des intérêts de la classe ouvrière. Séguy n'a-t-il pas indiqué une possibilité en proposant au gouvernement « dès ce soir, d'engager immédiatement des négociations avec les organisations syndicales ». A défaut d'être au pouvoir peut-être que les dirigeants révisionnistes vont tout faire pour supplanter FO et la CFTC sur le terrain de la collaboration de classe et des accords contractuels avec le patronat. On a les victoires qu'on mérite.

Les déceptions et désillusions peuvent contribuer à ouvrir les yeux si nous, marxistes-léninistes, intensifions un travail d'explications en direction des électeurs, des militants de base, ouvriers, employés, petits paysans du PS et du PCF en liaison avec poursuite des indispensables luttes de classe pour la défense des revendications les plus immédiates partout où le peuple travaille et vit.

## L'avenir est ailleurs

(Suite de la page une)

Nous sommes une petite force, mais c'est dans cette force que les travailleurs peuvent se retrouver, car elle prend en compte leurs aspirations et indique clairement la voie à suivre.

Le terrain des élections ne peut en aucun cas être le terrain décisif pour la classe ouvrière, car elle y part battue d'avance.

20 % des ouvriers sont exclus de cet affrontement, alors qu'ils sont parmi les plus exploités, les plus exposés à la répression : ce sont nos frères immigrés. Par contre, dans les luttes de classe, dans les luttes de tous les jours, ils participent activement aux côtés des travailleurs français.

D'autre part, la clique au pouvoir modifie constamment le système électoral en fonction de ses intérêts. Il en est de même des puissants moyens d'informations qu'elle utilise à sa guise. Giscard n'a pas hésité à faire un discours télévisé à la veille du premier tour, jetant tout son poids dans la balance.

Malgré tout cela, Mitterrand a déclaré dimanche soir : « Préparons dès aujourd'hui les prochaines échéances ! » ... c'est-à-dire les élections présidentielles de 1981 !

Marchais, de son côté, refuse tout autant de reconnaître l'échec de sa politique. Il y a quelque temps, il disait : « Nous n'avons pas de stratégie de rechange ». Dimanche soir, il enchaînait : « Nous devons poursuivre la même politique » celle-là même qui conduit des millions de travailleurs à l'échec et à l'écoeurement !

Militants de base du PCF, refusez de vous laisser mener plus longtemps en bateau, demandez des comptes à vos dirigeants, rejoignez les vrais communistes, les marxistes-léninistes.

Travailleurs, travailleuses, nous voulons une autre société, tous ensemble prenons en main nos propres affaires car il n'y a rien à attendre de bon de ces politiciens.



Peintre et caricaturiste  
du 19<sup>e</sup> siècle

## DAUMIER : UN FILS DE LA REVOLUTION

Daumier est un grand peintre et un caricaturiste. Dans son œuvre, il a peint le peuple, sa vie de misère, la faim, etc... Il a aussi forcément caricaturé la bourgeoisie de son temps. Son œuvre fait partie du patrimoine culturel de notre peuple.

Daumier est né en 1808. A vingt deux ans, en 1830, la révolution de Juillet à laquelle il participa ancrée en lui des conceptions auxquelles il resta fidèle jusqu'à sa mort. Il fut un républicain démocrate et révolutionnaire, et lutta toujours pour la justice: Daumier fut un fils de la révolution. Il avait horreur de la bourgeoisie et cette horreur débordait dans ses caricatures. Par contre, il a consacré ses meilleurs tableaux à peindre le peuple.

Daumier, bien que démocrate, ridiculisa les tares du parlementarisme bourgeois. Il montra la Chambre des députés repue, somnolente, ou ricanante. Il effaça toute respectabilité pour mettre à nu la bourgeoisie

et ses institutions.

Il caricatura les candidats-députés bourgeois. Et dans une série de caricatures, Daumier, partant de l'événement, c'est-à-dire la campagne électorale des 23 et 24 mai 1869, décrit les inquiétudes des candidats bourgeois aux élections qui ont peur de ne pas être réélus.

Malgré cette crainte, le futur candidat doit faire bonne figure devant ses électeurs. Aussi s'entraîne-t-il dans la glace à adopter une expression avenante. Mais la glace lui renvoie l'image d'un sourire forcé, d'un rictus. Visiblement, le candidat ne semble pas très heureux d'affronter les électeurs.

## Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	pli ouvert	pli fermé
Quotidien seul		
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

## 107<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS « Une importance particulière »

La présence au Mur des Fédérés, pour le 107<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris d'une délégation de la Fédération de Paris du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et du comité Eugène Varlin du Parti communiste marxiste-léniniste de France, revêt en ce 18 mars 1978, une importance particulière.

Demain, en effet, c'est le deuxième tour des élections législatives et les partis bourgeois de droite comme de gauche se déchirent dans une bataille acharnée pour le pouvoir. Mais au-delà de leurs affrontements sur les solutions que chacun prétend apporter à la crise du capitalisme, nous savons bien qu'ils sont tous d'accord pour accroître l'exploitation, renforcer la dictature de la bourgeoisie sur les masses populaires et pour entretenir les illusions électoralistes qui entravent le combat des travailleurs pour la révolution socialiste.

En célébrant la victoire de la Commune de

## LA MAREE NOIRE S'AMPLIFIE

# La colère gronde en Bretagne !

Soixante kilomètres du Finistère-Nord étaient submergés samedi soir, par la marée noire provoquée par l'accident de l'Amoco-Cadiz.

De nombreux parcs à huitres des Abers vraisemblablement détruits, l'activité des goémoniers de la région qui produit 90 % de la récolte française anéantie pour 10 ans, les pêcheurs de crevettes de langoustes, de crabes et d'autres crustacés acculés aussi à la ruine, tel est le premier bilan de cette nouvelle catastrophe.

Toute la population laborieuse de cette partie de la côte est dans une situation dramatique. La colère gronde car c'est la quatrième fois qu'un accident de ce genre se produit dans cette région avec les dégâts que l'on imagine. C'est la quatrième et aussi la plus grave, de loin. La catastrophe d'Ekofisk elle-même était bien moins grave. Les cuves de l'Amoco Cadiz renferment sept fois plus de pétrole que le Torrey-Canyon. Or, malgré les trois accidents précédents, les pouvoirs publics n'ont strictement rien fait pour éviter que pareilles catastrophes ne se reproduisent, rien sinon de vagues promesses.

L'Amoco-Cadiz au moment où il a dû être pris en remorque en raison d'une avarie de gouvernail, se trouvait à 10 milles marins de la côte, c'est-à-dire bien plus près de celle-ci que la législation admise après l'accident du Torrey-Canyon,

### UNE SCANDALEUSE IMPUNITÉ

La plupart des pétroliers qui battent pavillon libérien, un pavillon de complaisance leur permettant de ne pas respecter de nombreuses règles en matière de sécurité, d'emploi des marins, ne respectent pas non plus les règles de navigation. C'est le cas en particulier dans cette région où les bateaux ne respectent pas la zone de circulation (voir carte).

C'est le cas pour l'Amoco-Cadiz. Ils bénéficient en plus d'une scandaleuse impunité de la part des gouvernements. Ainsi, si le gouvernement français quai-

ment d'Empain, il ne fait rien contre les supertankers contenant des centaines de milliers de tonnes de pétrole qui menacent quotidiennement les côtes et l'activité et le travail de milliers de personnes.

Il est vrai que ces bateaux appartiennent à des trusts du pétrole, tels que la Schell à laquelle appartient l'Amoco-Cadiz.

### LE FRIC TOUJOURS LE FRIC !

Autre anomalie le remorquage. Après l'avarie du gouvernail, le pétrolier a demandé à être remorqué. Un remorqueur, le Pacific, fut alors envoyé sur les lieux. Il fut incapable d'intervenir efficacement. Un second remorqueur le Simpson, fut aussi envoyé, sans plus d'efficacité, les élingues étant chaque fois cassées en raison de la masse du pétrolier.

Pendant ce temps, le bateau fut poussé par le vent sur les rochers où il s'écrasa.



sa. Jamais la marine nationale ne fut sollicitée. Elle seule était pourtant capable de secourir rapidement et efficacement le supertankers et d'éviter la catastrophe. Mais voilà, il y avait au bout, une somme rondelette à toucher pour les compagnies qui assureraient le remorquage, somme qu'il était très intéressant de ne pas avoir à partager, le profit est encore à l'origine du drame.

### ÇA SUFFIT !

Samedi soir, quatre-vingt mille tonnes de pétrole s'étaient répandues dans la mer et sur les côtes et cent-cin-

quante mille autres restaient encore dans les citernes, attendant de se déverser dans l'océan les jours prochains.

Les mesures prises par les autorités sont dérisoires. Les marins pêcheurs et habitants de la région ne sont pas dupes et la colère gronde, d'autant plus que la marée noire menace de s'étendre avec la tempête jusque vers la rade de Brest.

Giscard a promis d'indemniser. Cela est encore des promesses creuses. Les indemnités promises lors des naufrages de « L'Olympic Bravery » et du « Böhlen » en 1976 n'ont toujours pas été payées.

## Vent de révolte en Bretagne

(Suite de la page une)

la protection du service d'ordre qu'il a pu se frayer un chemin vers sa voiture. A son retour à Paris, Barre a fait paraître un communiqué pour rejeter la responsabilité du gouvernement dans cette affaire.

Cependant il apparaît, comme nous l'indiquons dans notre article page six que malgré trois accidents précédents semblables rien n'a été fait pour éviter que de tels accidents ne se reproduisent. De plus aucune mesure sérieuse n'a été encore mise en place pour limiter l'extension de la nappe de pétrole. L'improvisation

la plus complète semble régner dans ce domaine. Le pompage du pétrole restant dans les citernes, prévu initialement pour le week-end dernier, ne commencera finalement qu'au milieu de cette semaine ou peut-être au début de la semaine prochaine.

Dimanche à midi, la marée noire couvrait une surface de mer de 1 000 km<sup>2</sup> environ. Elle s'étend sur une profondeur de 18 km (au lieu de 7 km 24 h auparavant) sur plus de 80 km de large. Elle menaçait le goulet de Brest, les prochains jours, il est probable qu'elle s'étendra encore.



## ● Nantes

# Les pompiers en lutte depuis deux mois

Cela fait deux mois et demi que les pompiers de Nantes se battent pour la réduction du temps de travail de 84 heures à 56 heures hebdomadaires, l'augmentation des effectifs car il manque 100 sapeurs pour être en règle du point de vue sécurité, la création de centres de secours périphériques toujours pour des questions de sécurité (Voir article HR du 14 février 1978).

Depuis trois semaines environ, la CGT s'est retirée du mouvement. Tous ceux qui veulent se battre se sont donc retrouvés derrière la

section CFDT.

Lors d'une assemblée générale, il a été décidé, en plus du maintien des banderoles, sur les camions, de

faire des grands panneaux d'information à présenter sur tous les lieux publics (marchés, foires, etc.) et de faire signer une pétition par la population nantaise comme quoi elle soutient l'action des pompiers.

Cette pétition devait être remise à Chémard, maire PS, candidat aux législatives, entre les deux tours du scrutin.

Le 10 mars, lors de la

présentation d'un matelas stop-chute à la caserne, trois banderoles ont été déployées devant la presse locale qui était présente (Ouest-France et Presse-océan). Elle n'a pas cru bon de parler de cet incident en cette veille d'élections.

*Comment la municipalité de gauche réagit-elle face aux légitimes revendications des pompiers ?*

Chénard, avant d'être élu s'était engagé à augmenter les effectifs et à réduire les horaires.

Maintenant, qu'il siège à la mairie (d'Union de la gauche) la chanson n'est plus la même. Voici quelques faits qui montrent son vrai visage.

Le 28 janvier 1978, plusieurs sapeurs avaient sorti des camions de la caserne pour aller manifester à la mairie. Trois semaines après cette manifestation, et après que FO et la CGT se soient retirées du mouvement, les treize gars qui avaient mené l'action sont convoqués à la mairie sans aucun doute pour y être sanctionnés.

Aussitôt, une assemblée générale se réunit. Position de FO : « Attendons les punitions, nous verrons ensuite ce que nous ferons ». Position de la CGT : « Nous défendrons les gars quand les sanctions seront tombées ». Position de la CFDT : « Accompagnons massivement les treize convoqués pour éviter toute sanction ».

Ce qui fut fait. Une nouvelle fois, la mairie fut envahie par les sapeurs scandant des mots d'ordre. Suite à cette action, douze des treize gars reçurent, signée de la main de Chénard, une lettre dans laquelle on pouvait lire : « Votre attitude est inqualifiable... Je veux bien... considérer en le déplorant que vous vous êtes laissés entraîner à commettre un acte irréfléchi ».

Quant au dernier sapeur, délégué CFDT, il reçut,

toujours signée de Chénard, une lettre lui notifiant un blâme pour un jour d'absence. Lequel blâme entraîne la perte de la moitié de la prime de fin d'année soit 1 300 F environ. Pas mal, pour une journée manquée ! Mais le plus énorme, le voici ! Chénard termine sa lettre ainsi : « ... Je vous invite vivement à modifier votre comportement si vous ne voulez pas vous exposer à une sanction plus sévère ». Le comportement en question, c'est bien entendu l'attitude combative de ce délégué dans la lutte. La section CFDT a répliqué par une lettre, à la municipalité où elle précise : « L'ensemble des décisions de lutte ont été prises en assemblée générale et non par des agents qui suivent comme des moutons » et où elle annonce la remise proche de la pétition citée plus haut.

On le voit, pour Chénard, les travailleurs qui luttent sont manipulés par des meneurs. Pour lui, une journée perdue vaut 1 300 F. Pour lui, aux justes revendications, il faut répondre par la répression.

Qu'est-ce qui différencie un Chénard d'un Morice (ancien maire de droite) ? Rien, sinon un peu plus de démagogie !

Qu'est-ce qui différencie un patron de gauche d'un de droite ? Strictement rien !

Ne comptons que sur nos luttes !

Halte à la répression !

Correspondant HR

## ● Lorient

# Hospitaliers en grève Le mouvement prend de l'ampleur

Le mouvement de grève se poursuit dans les centres hospitaliers de province (Brest, Ponthivy, Orléans, Longjumeau...) L'Hôpital de Lorient s'est aussi mis en grève le 10 mars, deux jours avant les élections.

La revendication centrale et une vieille revendication : les 13 heures supplémentaires pour tous ! En 1968, les hospitaliers de Paris ob-

tenaient les 40 heures sans perte de salaires. Les heures hebdomadaires en moins furent payées en sus du salaire : cela faisait 13 heures

supplémentaires. Mais le ministère de la Santé n'a pas étendu ces mesures aux hôpitaux de province. Diviser pour régner...

Pendant la campagne électorale, le ministre promettait l'extension de ces dispositions à la province, mais de façon tronquée et partielle. Après, la parution

des décrets d'application de cette nouvelle promesse de Barre, les hospitaliers de Lorient ont décidé largement la grève, celle-ci est reconduite chaque jour en assemblée générale.

Les ouvriers de la buanderie ne laissent que le minimum de linge. Aidés par les autres hospitaliers, ils occupent pour empêcher la direction de faire laver le linge en ville. Ailleurs, c'est la grève administrative et le service minimum des soins.

Les laborantins et les manipulateurs-radio bloquent les bons d'enregistrement des actes et les conservent pour les grévistes. L'hôpital ne peut plus facturer les soins aux malades... ils deviennent gratuits. Aux admissions, au secrétariat on n'enregistre rien.

Jeudi, une manifestation a rassemblé 300 à 400 hospitaliers devant la sous-préfecture malgré la pluie diluvienne. Le mouvement pourrait bien s'étendre à l'hôpital psychiatrique et à celui d'Hermebout.

Plus le mouvement gagnera en ampleur, et plus seront grandes les chances de succès.



Une récente manifestation d'hospitaliers dans la région parisienne.

## ● Rouen

# Grève à l'école normale

Les élèves de l'école normale de Rouen ont reconduit mercredi, pour 24 heures, leur grève avec occupation des locaux déclenchée lundi dernier pour obtenir « une certaine liberté syndicale ».

De leur côté, à l'appel du SGEN-CFDT, les professeurs de l'école ont cessé d'assurer leurs cours mercredi, en signe de solidarité avec les étudiants grévistes.

Selon le SGEN-CFDT, le recteur de l'Académie de Rouen a refusé mercredi matin de recevoir une délégation de grévistes qui sollicitaient un entretien, arguant du fait qu'il n'accep-

taut aucune discussion tant que les locaux seront occupés.

## ● Ministère de l'équipement

# Plus de 26,4 % d'accidents du travail

La Fédération de l'Équipement CGT souligne que pour « 110 000 agents au ministère de l'Équipement, il y a eu en 1976, 8 060 accidents, 116 856 journées de travail perdues et trente morts, soit une augmentation de 2,64 % du nombre des accidents et quatre morts de plus ». Elle tient à noter que « Depuis 1974, année des premières statistiques fournies par l'administration, le nom-

bre d'accidents n'a cessé d'augmenter au ministère de l'Équipement ». Elle « exige que des crédits suffisants soient affectés à la protection des agents dans leur travail, que les comités d'hygiène et de sécurité aient les moyens juridiques et financiers de leur action et que la législation du travail soit respectée dans l'administration ».

# Augmentation du nombre des chômeurs

Selon l'UNEDIC (organisme officiel) le nombre de salariés bénéficiant des allocations de chômage spéciale a augmenté de 16,63 % par rapport à février 1977 et de 1,38 % par rapport à janvier 1978.

155 269 personnes ont bénéficié de l'allocation supplémentaire d'attente (les

90 %) soit 42,23 % de plus par rapport à février 1977 et 3,70 % de plus par rapport à janvier 1978.

D'autre part, le nombre de chômeurs est de 1 350 000 en février contre 1 050 000 en février 1977 compte-tenu des variations saisonnières, selon Michel Roland de la CFDT.

Ceci montre que contrairement aux déclarations de Beullac et Barre, le nombre de chômeurs est en nette augmentation. Pour confirmer cela, il suffit de regarder et les chiffres et l'absence de statistiques officielles pour février 1978 ce qui n'est pas surprenant à la veille du 2e tour des législatives !

## ● Auray

# Le CET en grève

Depuis lundi matin, les élèves du CET Duguesclin à Auray sont en grève.

Leurs revendications principales portent sur leurs conditions de travail déplorables.

En effet, depuis la création de ce CET, certaines sections (tapisserie, ferronnerie d'art, etc.) n'ont comme atelier que des baraques.

Les ferronniers notamment, travaillent dans des conditions lamentables : leur baraque est la pire !

— Elle est encombrée de machines : les élèves travaillent donc les uns sur les autres, dans une atmosphère viciée.

— En cas d'incendie, le manque de place empêche une évacuation rapide.

— Aucune hygiène.

Cette baraque a été déclarée insalubre et dangereuse par une commission d'hygiène et de sécurité.

Les élèves ont donc décidé la grève en assemblée générale jeudi dernier, et ont refusé d'entrer en cours

lundi matin.

Ils ont expédié une lettre aux parents leur expliquant les raisons de leur grève.

Ils ont refusé le chantage de l'administration qui leur promettait que l'inspecteur d'académie discuterait avec eux s'ils rentraient en cours.

Ils ont pris contact avec la presse.

Ils ont organisé, lundi soir, au foyer, une soirée de danse bretonne qui s'est très bien passée et qui a amélioré les rapports des élèves entre eux.

Les profs qui se sont réunis sont d'accord avec les revendications des élèves et les soutiennent.

La grève est reconduite aujourd'hui mardi.

Soutenons la lutte des élèves du CET d'Auray !

article fait par un militant d'HR lu et applaudi en AG des élèves

**Abonnez-vous à  
l'Humanité rouge  
quotidien révolutionnaire  
des travailleurs**

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## 1936, MAI 68, DEUX DATES POUR AUJOURD'HUI



1936 : occupation des usines Farman : le ravitaillement des grévistes.

Dans le passé, comme aujourd'hui, les travailleurs n'ont fait aboutir leurs revendications que par la lutte. Les élections, même si elles amènent à l'Assemblée nationale une majorité de députés se disant de gauche et disant défendre les intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs ne permettent pas de faire aboutir les revendications ni de conquérir le pouvoir.

### 1936

Le Front populaire en est un exemple frappant. Alors que les luttes n'avaient pas cessé depuis 1934, en mai 1936, les élections législatives donnent 375 députés à la « gauche », au Front populaire.

Le gouvernement devient socialiste-radical. Il est soutenu par le PCF. Blum en est le président. Or, cette majorité et ce gouvernement de front populaire seront incapables de donner aux travailleurs ce qu'ils veulent. Pour cette raison, de très puissantes grèves se développeront après la prise de fonction du gouvernement Blum.

En avril 1936, une première vague de grèves est déclenchée dans les usines d'aviation. Elle s'étend en mai aux grandes entreprises de Paris. Le 28 mai 1936, toute l'automobile est en grève.

Le patronat, pour gagner du temps, demande à discuter puis rapidement, se retire des discussions.

Debut juin, toute la métallurgie est en grève, puis c'est la grève générale : 12 000 entreprises cessent de produire, 9 000 sont occupées. Le mouvement est tel que le ravitaillement de Paris pose de graves problèmes. Malgré cela, toute la population est au côté des grévistes.

### MAI 68

Le grand mouvement de mai 1968 a permis d'arracher plusieurs revendications. L'ampleur des grèves et la violence de la réaction dépasse celles de 1936. D'importantes augmentations de salaire furent, entre autres, arrachées. Mais bien d'autres revendications qui dépassaient largement le strict cadre économique ne furent pas satisfaites, en particulier à cause de la ligne de trahison suivie par le PCF qui ne voulait pas voir aboutir le mouvement révo-

lutionnaire. Ainsi que l'écrit « le Peuple », organe de la CGT, « Sous la pression ouvrière le Parlement doit en quelques jours voter de très importantes lois sociales ».

Ainsi, ce qu'une majorité parlementaire et un gouvernement de gauche n'ont pu ou n'ont voulu donner, un mois de grève dans tout le pays, accompagnés de violents affrontements avec les forces de l'ordre parfois, l'ont arraché. Même le Sénat très réactionnaire est obligé en 1936, de voter à toute vitesse et à l'unanimité, un certain nombre de lois sociales sous la pression du rapport de force, de la lutte ouvrière.

Les grandes grèves de 1936 sont à l'origine des congés payés. A l'époque ils étaient de deux semaines.

Les augmentations de salaires sont en moyenne de 30 % et dépassent 40 et 50 % pour les femmes et les jeunes. Pour les plus mal payés, les salaires vont doubler et même tripler.

Les quarante heures sont obtenues et le salaire maintenu ce qu'il était pour un travail de quarante-huit heures, ce qui ajoute une nouvelle augmentation de 20 % aux précédentes.

La liberté syndicale est aussi acquise.

lutionnaire.

Alors que le pouvoir était à bout, De Gaulle reprit la demande du PCF d'organiser des élections législatives. Grâce au passage de la lutte de classe à la lutte parlementaire bourgeoise, la bourgeoisie parvint à casser le mouvement en s'appuyant sur les dirigeants du PCF. Ces élections virent d'ailleurs le triomphe des gaullistes. De nouveau, était démontré que la lutte seule permet d'arracher des victoires.



1936 : Les congés payés furent l'une des plus grandes conquêtes des grèves. Pour la première fois, des familles ouvrières partent en congé.



1968 : le grand rassemblement au stade Charlety à Paris, qui regroupa des centaines de milliers de personnes. L'un des mots d'ordre : « A bas De Gaulle ».



Mai 1968. A Douai, les mineurs occupent les puits. Ici, à la fosse Fayant, les mineurs devant le carreau.